



Paris met en œuvre son plan de lutte contre le VIH

Les premières traductions concrètes de la stratégie « Vers Paris sans sida », du nom du rapport de France Lert remis le 1^{er} février dernier à la Maire de Paris, entrent en application - en lien avec la mobilisation internationale.

Le 1^{er} février dernier, France Lert, épidémiologiste de renom, remettait à Anne Hidalgo, Maire de Paris, le rapport « Vers Paris sans sida ». Son objectif ? Atteindre d'ici 2020 l'objectif ambitieux et réaliste des « 3X90 » – 90% de séropositifs dépistés, dont 90% sous traitement, dont 90% à charge virale indétectable – et la fin de la transmission du VIH, sur le territoire parisien, à l'horizon 2030.

Bernard Jomier, adjoint à la Maire en charge de la santé, du handicap et des relations avec l'AP-HP, souhaite avancer vite dans cette voie. En trois mois, les services municipaux ont donc décliné le rapport de France Lert en une stratégie qui reprend l'essentiel de ses préconisations et aborde les moyens de les mettre en œuvre.

Deux premières mesures entrent d'ores et déjà en vigueur :

- la nomination d'Eve Plenel, experte reconnue, comme coordinatrice de ce plan ;
- la mise en place d'un comité stratégique rassemblant les acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH à Paris.

Ce comité, co-présidé avec l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France et qui s'est réuni pour la première fois vendredi 20 mai 2016, a pour charge d'évaluer et le cas échéant d'adapter le déploiement des actions parisiennes de lutte contre le VIH, en fonction de l'expérience et des résultats obtenus.

Le financement de ces actions sera quant à lui assuré par l'association « Vers Paris sans sida », dont la création a fait l'objet d'une délibération adoptée à l'unanimité par le Conseil de Paris ce mercredi 18 mai 2016 et qui aura pour vocation de collecter des fonds publics et privés en vue d'atteindre l'objectif des 3X90. L'accès au dépistage, aux soins, aux traitements et aux droits sera ainsi favorisé, en privilégiant les dispositifs de santé communautaire visant les populations les plus touchées par l'épidémie de VIH.

Cette stratégie parisienne s'inscrit dans une dynamique globale. Dès le 1er décembre 2014 la Maire de Paris avait invité les maires de grandes villes du monde entier à se joindre au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/ sida (ONUSIDA), au Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et à l'Association internationale des Soignants du VIH/ sida (IAPAC) pour signer la Déclaration de Paris, prenant acte de la place des villes comme des acteurs incontournables en vue d'éradiquer définitivement l'épidémie. Plus de 200 villes ont depuis signé cette Déclaration.

Anne Hidalgo, Maire de Paris, Bernard Jomier et Patrick Klugman, adjoints à la Maire, effectueront donc dans les prochaines semaines des déplacements pour rencontrer leurs homologues et les institutions internationales et réaffirmer ainsi l'engagement de Paris au niveau mondial.

Du 5 au 7 juin, ils se rendront au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New-York, pour une réunion dédiée à la question. Jusqu'à demain, Bernard Jomier est à Recife pour un séminaire annuel sur le VIH co-organisé par le ministère de la santé brésilien et l'Ambassade de France au Brésil.

Bernard Jomier vient par ailleurs de co-signer, dans la revue médicale britannique *The Lancet*, un article consacré au rôle des villes dans la lutte contre le VIH auprès des usagers de drogues, avec d'autres acteurs tels que Khalid Tinasti du Graduate Institute of International and Development Studies, Bertrand Audoin de l'IAPAC, Jean-François Delfraissy de l'ANRS, Yves Lévy de l'INSERM, ou encore Françoise Barré-Sinoussi, Prix Nobel de médecine 2008 pour sa découverte du VIH.

Contact presse : Simon Le Boulaire / 01.42.76.49.61 / presse@paris.fr